

que prolonger le débat. Le groupe de travail souscrit à la proposition de la Commission Brandt pour la tenue d'un Sommet Nord-Sud de sorte à donner une impulsion politique, au plus haut niveau, aux négociations économiques internationales. Nous faisons également appel aux chefs d'État des sept pays industrialisés qui participeront au Sommet économique qui se tiendra au Canada l'an prochain pour accorder une importance primordiale aux questions Nord-Sud dans leurs discussions.

L'assistance publique au développement (APD) est un indicateur important de notre volonté de partager notre richesse avec les pays et les populations beaucoup plus pauvres que nous. Au milieu de la décennie 70, l'APD canadienne atteignait un taux record de 0,56 p.100 du PNB. Aujourd'hui, ce taux est inférieur à 0,45 p.100 et il risque de diminuer davantage. Nous en sommes arrivés là malgré l'affirmation maintes fois répétée de la politique gouvernementale: d'atteindre l'objectif de 0,7 p.100 du PNB fixé par les Nations unies et de se rapprocher de cet objectif en augmentant annuellement la part de son PNB consacrée à l'aide publique au développement.

Plusieurs raisons expliquent ce fait y compris les difficultés financières qu'éprouve actuellement le gouvernement fédéral. Nous n'avons nullement l'intention de minimiser le bien-fondé de ces raisons et nous apprécions la difficulté de concilier les nombreuses demandes des canadiens avec les ressources gouvernementales. Mais il existe de nombreux arguments pour le respect de nos engagements. Le Canada possède une longue tradition de dévouement à la coopération au développement et il jouit d'une bonne réputation dans les pays en développement. En manquant à notre engagement de nous rapprocher progressivement de cet objectif de 0,7 p.100, nous atténuons sérieusement notre dévouement et nous risquons d'endommager sinon de perdre notre bonne réputation. Est-ce là le désir des canadiens? Nous ne le croyons pas et c'est pourquoi nous recommandons fortement au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la chute de la part de notre PNB consacrée à l'aide publique au développement et de voir à ce que le niveau d'aide progresse encore une fois vers l'objectif de 0,7 p.100. Cette recommandation ne suppose en rien que l'aide soit l'élément le plus important de nos relations avec les pays en développement ou que le niveau d'aide importe plus que sa qualité. En ce qui concerne le groupe de travail, il considère comme une de ses tâches essentielles d'en arriver à recommander une date précise à la fois réaliste et responsable pour la réalisation de cet objectif de 0,7 p.100.